

Rédigées par FEBELGRA, la Fédération Belge des Industries Graphiques asbl, membre de la Fédération des Entreprises de Belgique.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales et usages professionnels sont valables pour toutes nos offres, travaux, conventions et livraisons.

### Article 1

Le donneur d'ordre est celui qui a passé la commande, le fournisseur est celui qui a accepté d'exécuter la commande.

### Article 2

Le fait de remettre au fournisseur les éléments de production (matières premières, modèle, copie, et/ou fichiers digitaux, ...) avec la demande, sans réserve explicite, de fournir une épreuve ou un projet, constitue un engagement vis-à-vis du fournisseur à lui confier l'exécution du travail ou à le dédommager des frais encourus.

### Article 3

Les offres du fournisseur sont sans engagement et sous réserve de vente ou de stock suffisant. Lorsque les salaires et/ou les prix des matières premières augmentent, les prix des offres seront revus conformément à la formule d'indexation de Febelgra, qui sera envoyée à la première demande au donneur d'ordre. Les offres sont toujours établies hors taxes, qui restent toujours à charge du donneur d'ordre.

La durée de validité d'une offre est de un mois pour un travail devant être effectué dans les trois mois. Le prix de l'offre n'est valable que pour le travail mentionné dans celle-ci.

### Article 4

En cas de devis combinés, il n'existe pas d'obligation de fournir une partie du travail contre le paiement de la partie correspondante du prix total.

### Article 5

Chaque personne ou société qui passe une commande et demande de la facturer à un tiers, est personnellement responsable de son paiement, même si le fournisseur a accepté ce type de facturation, à l'exception du cas où le tiers a cosigné le bon de commande.

## DROITS DE REPRODUCTION ET MENTION DU NOM DU FOURNISSEUR

### Article 6

Le fournisseur n'est pas responsable des violations des droits de reproduction détenus par des tiers pour autant qu'il ait exécuté son travail de reproduction de bonne foi. Seul le donneur d'ordre est responsable. Chaque contestation portant sur les droits de reproduction suspend l'exécution du travail.

### Article 7

Si la loi l'exige, le donneur d'ordre ne peut s'opposer à la mention du nom du fournisseur, même si le travail d'impression mentionne déjà le nom d'un éditeur ou d'un intermédiaire, d'un agent publicitaire ou d'autres.

## COMPOSITION, MATÉRIEL DU FOURNISSEUR, ÉPREUVES ET BON-À-TIRER

### Article 8

Le type de caractère ainsi que la mise en page seront librement choisis par le fournisseur. Le fournisseur n'est pas responsable de la qualité typographique des modèles prêts à imprimer ou des fichiers mis en pages qu'il reçoit du donneur d'ordre.

### Article 9

Si le donneur d'ordre met du matériel à disposition du fournisseur, celui-ci doit être livré à temps (conformément au calendrier de production), franco, dûment emballé, dans les bâtiments de l'entreprise du fournisseur. La signature pour réception des documents de transport ne confirme que la réception dudit matériel.

Si le donneur d'ordre fournit du matériel prépresse digital, non-accompagné d'une version imprimée, le fournisseur n'est nullement responsable du résultat du flashage.

Si le donneur d'ordre met des fichiers digitaux à la disposition du fournisseur, il est lui-même tenu de conserver les fichiers originaux et est responsable de la qualité de ces fichiers.

Hormis le dol et la faute grave de la part du fournisseur, de son personnel ou des sous-traitants, toute difficulté ou retard de production, résultant de problèmes relatifs aux matériaux fournis, prolongeront le délai de livraison et augmenteront le prix à raison des coûts supplémentaires imputables aux problèmes susmentionnés.

### Article 10

A la demande du donneur d'ordre, le fournisseur réalise une épreuve simple telle qu'une impression laser, un ozalid ou une épreuve d'imposition. Les épreuves soignées e.a. en couleurs fidèles et/ou sur papier du tirage, seront facturées en sus.

Si le donneur d'ordre ne demande pas d'épreuve, le fournisseur n'est en aucun cas responsable de la qualité du produit fini.

### Article 11

Le fournisseur est tenu de corriger les erreurs de composition et de césure de mots indiqués par le donneur d'ordre, mais il ne peut nullement être tenu responsable des fautes d'orthographe, des erreurs linguistiques et grammaticales. Toute modification de la commande

originale de quelque manière que ce soit (dans le texte, dans la manipulation ou l'emplacement des illustrations, dans les formats, dans le travail d'impression ou de reliure, etc.) faite par écrit ou de toute autre manière, par ou au nom du donneur d'ordre, sera facturée en sus et rallongera le délai d'exécution. Ceci vaut également pour le temps d'arrêt des machines dans l'attente du " bon-à-tirer ". Les modifications transmises oralement ou par téléphone seront exécutées aux risques et périls du donneur d'ordre.

### Article 12

La transmission par le donneur d'ordre d'un " bon-à-tirer " dûment daté et signé, décharge le fournisseur de toute responsabilité concernant des erreurs ou des omissions qui seraient constatées éventuellement pendant ou après l'impression. Le " bon-à-tirer " reste la propriété du fournisseur et servira de preuve en cas de litige.

## CONSERVATION

### Article 13

Si le donneur d'ordre souhaite que le fournisseur conserve des éléments de production tels que des compositions, des films, des montages, des découpes, des projets, des dessins ou des disquettes, il en conviendra par écrit avec le fournisseur avant l'exécution de la commande. La conservation est effectuée aux risques du donneur d'ordre, qui libère expressément le fournisseur de toute responsabilité relative à la conservation (notamment la perte ou les dégâts) sauf en cas de dol ou de faute grave de la part du fournisseur.

Les plaques offset ne sont pas conservées.

## DÉLAI DE LIVRAISON

### Article 14

Les délais fixés par écrit lors de la commande commencent à courir le jour ouvrable suivant la remise des éléments nécessaires. Les délais de livraison convenus seront au moins prolongés du retard si le donneur d'ordre reste en défaut de fournir les éléments nécessaires, ou de renvoyer les épreuves corrigées ou le " bon-à-tirer ". En cas de force majeure, et plus généralement, dans toutes les circonstances qui empêchent, réduisent ou retardent l'exécution du travail par le fournisseur, ou qui causent une aggravation excessive des engagements pris par ce dernier, le fournisseur est déchargé de toute responsabilité, il peut réduire les engagements, rompre la convention ou en annuler l'exécution, sans qu'il ne soit tenu de payer une quelconque indemnisation. De telles circonstances sont entre autres : guerre, guerre civile, mobilisation, troubles, grève, lock-out, tant dans le chef du fournisseur que de ces co-fournisseurs, rupture de machines, incendie, interruption des moyens de transport, difficultés d'approvisionnement des matières premières, matériaux et énergie ainsi que des restrictions ou des dispositions d'interdiction imposées par les autorités.

## PÉRIODIQUES – PRÉAVIS

### Article 15

Le donneur d'ordre ne peut retirer au fournisseur l'exécution d'un travail de type périodique, c'est-à-dire un travail composé de travaux partiels récurrents, que moyennant le respect des délais de préavis fixés ci-après. Le préavis doit être signifié par lettre recommandée. En cas de non-respect des délais, le donneur d'ordre dédommagera le fournisseur pour tous les dommages encourus et le manque à gagner subi pendant la période de non-respect.

Délai de préavis :

- 3 mois pour un travail de type périodique représentant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 7 500 EUR ;
- 6 mois pour un travail de type périodique représentant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 25 000 EUR ;
- 1 an pour un travail de type périodique représentant un chiffre d'affaires annuel de 25 000 EUR ou plus.

## TOLÉRANCES

### Article 16

Pour le papier, le carton et le matériel de reliure utilisés par le fournisseur, le donneur d'ordre accepte les tolérances définies par les fabricants de ce matériel.

Le fournisseur peut livrer et facturer 5% (pour un minimum de 100 exemplaires) des exemplaires commandés en plus ou en moins. Pour les imprimés exigeant une finition complexe ou particulièrement difficile, le fournisseur peut livrer et facturer 20% (pour un minimum de 200 exemplaires) des exemplaires commandés en plus ou en moins. Les exemplaires en plus ou en moins sont toujours calculés au prix d'exemplaires supplémentaires.

### Article 17

Tous les travaux seront exécutés avec les matières premières normalement disponibles. Toutes les exigences particulières, telles que encres inaltérables ou convenant pour des produits alimentaires, doivent être communiquées au donneur d'ordre lors de la demande de prix. Si ces exigences sont transmises ultérieurement, cela peut engendrer une adaptation des prix.

La concordance parfaite des couleurs à reproduire, ainsi que la parfaite invariabilité des encres, de l'encrage et du repérage ne sont pas garantis. Les différences, propres au type de travail à exécuter, seront expressément acceptées par le donneur d'ordre.

## RÉCLAMATIONS ET RESPONSABILITÉ

### Article 18

Sous peine de déchéance de son droit, le donneur d'ordre doit envoyer toute réclamation ou contestation au fournisseur par courrier recommandé, dans les huit jours suivant la première livraison des marchandises. Si le donneur d'ordre ne prend pas livraison des marchandises, le délai de huit jours commence à courir à partir de la date de l'invitation à prendre livraison des marchandises et, à défaut, à partir de la date de facturation.

Si le fournisseur ne reçoit pas de réclamation durant ce délai de huit jours, le donneur d'ordre est considéré accepter toutes les marchandises.

Si le donneur d'ordre utilise une partie des marchandises livrées, les fait envoyer par courrier à des tiers ou les confie à une société de distribution, il est considéré accepter l'ensemble du tirage.

Les défauts relevés sur une partie des marchandises livrées ne permettent pas au donneur d'ordre de refuser l'intégralité de la commande. Le fournisseur ne peut être tenu responsable de dommages indirects causés au donneur d'ordre, tels qu'un manque à gagner.

### Article 19

La responsabilité du fournisseur est limitée à la reprise des exemplaires non-conformes, dont le remboursement sera calculé au prix d'exemplaires supplémentaires.

## MATÉRIEAUX DU DONNEUR D'ORDRE – RISQUES

### Article 20

La livraison a lieu dans l'entreprise du fournisseur, l'emballage et le transport étant aux frais du donneur d'ordre. Ce dernier est responsable des risques que les marchandises courent pendant le transport.

### Article 21

Tous les matériaux (papier, films, supports d'information, etc.) confiés par le donneur d'ordre et qui se trouvent dans l'entreprise du fournisseur, y restent pour le compte du et au risque du donneur d'ordre, lequel décharge expressément le fournisseur de toute responsabilité quelle qu'elle soit, entre autres en cas de détérioration ou de perte, complète ou partielle, et ce pour quelque raison que ce soit, sauf en cas de dol ou de faute grave dans le chef du fournisseur, de son personnel ou des sous-traitants ou lorsque la mise en dépôt susmentionnée constitue l'une des principales prestations de la convention. La même chose vaut pour les marchandises destinées au donneur d'ordre. Sauf convention préalable, tous les frais de dépôt seront portés en compte à partir de la date signifiée au donneur d'ordre. A défaut de paiement à la date convenue, les marchandises seront conservées en cautionnement et en gage des montants dus.

## PAIEMENT – COMPÉTENCE

### Article 22

Lors de la commande, le paiement d'un acompte d'un tiers du montant peut être exigé, un même acompte lors de la réception du " bon-à-tirer " et le solde à la livraison. Les traites, chèques, mandats ou quittances n'emportent ni novation, ni dérogation à cette clause. A partir du jour de l'échéance, chaque facture impayée rapportera de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt de retard égal au taux directeur de la Banque centrale européenne, majoré de sept points de pourcentage et arrondi au demi-point de pourcentage supérieur. Lorsque la facture en principal et les intérêts ne sont pas payés dans les 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée, la dette sera augmentée d'une indemnisation complémentaire, conventionnellement fixée à 15% du montant du jour de l'échéance, avec un minimum de 125 EUR.

De plus, le cas échéant, le fournisseur a le droit d'exiger le paiement immédiat de toutes les factures (non-échues) et de tous les autres montants, pour lesquels le fournisseur a accordé un délai de paiement au donneur d'ordre. Le fournisseur a par conséquent également le droit de suspendre l'exécution des contrats en cours jusqu'à ce que le donneur d'ordre ait payé les acomptes précités.

### Article 23

En cas de livraison(s) sur demande, le montant de la totalité de la commande sera facturée à la première livraison.

### Article 24

Si, à la demande du donneur d'ordre, la commande est annulée ou si son exécution est suspendue, la facturation se fera au stade actuel de l'exécution de la commande (salaires, matières premières, sous-traitance, etc.). Le montant sera augmenté d'une indemnisation conventionnelle s'élevant à 10%.

### Article 25

Le donneur d'ordre ne deviendra propriétaire des marchandises vendues qu'après paiement total des montants dus. Néanmoins, les risques que pourrait encourir les marchandises seront à charge du donneur d'ordre dès que celles-ci sont mises à sa disposition.

### Article 26

Tous les litiges relèvent de la compétence des tribunaux dans le ressort desquels est établie l'entreprise du fournisseur.

Opgesteld door FEBELGRA, Federatie van de Belgische Grafische Industrie vzw, lid van het Verbond van Belgische Ondernemingen.

### Algemene Bepalingen

Deze algemene voorwaarden en beroepsgebruiken gelden voor al onze offerten, werkopdrachten, overeenkomsten en leveringen.

#### Artikel 1

Opdrachtgever is wie de order geplaatst heeft, leverancier is wie aanvaard heeft de order uit te voeren.

#### Artikel 2

Het bezorgen aan een leverancier van productie-elementen (grondstoffen, model, kopij, en/of digitale bestanden, ...) met verzoek, zonder uitdrukkelijk voorbehoud, een proef of ontwerp te leveren, brengt de verbintenis met zich aan deze leverancier de uitvoering van het werk toe te vertrouwen of hem voor de veroorzaakte kosten te vergoeden.

#### Artikel 3

De offerten van de leverancier zijn vrijblijvend en onder voorbehoud van verkoop of voldoende voorraad. Wanneer de lonen en/of de prijzen van de grondstoffen stijgen, worden de offerteprijzen herzien volgens de Febelgra-indexatiefomule, die op eerste verzoek aan de opdrachtgever gezonden wordt. De offerten worden steeds opgesteld zonder vermelding van taksen, die steeds ten laste van de opdrachtgever vallen. De geldigheidsduur van een offerte bedraagt één maand voor de uitvoering van een opdracht binnen de drie maanden. De offerteprijs geldt alleen voor de opdracht vermeld in de offerte.

#### Artikel 4

Bij samengestelde prijsopgaven bestaat geen verplichting tot het leveren van een gedeelte van de order tegen het overeenkomstig gedeelte van de totale prijs.

#### Artikel 5

Elke persoon of firma die een bestelling doet met verzoek deze aan derden in rekening te brengen, is persoonlijk verantwoordelijk voor de betaling ervan, zelfs indien de leverancier zich met deze wijze van factureren akkoord heeft verklaard, behalve in die gevallen waarin de derde de bestelbon heeft medeondertekend.

### REPRODUCTIERECHTEN EN VERMELDING VAN DE NAAM VAN DE LEVERANCIER

#### Artikel 6

De leverancier is niet verantwoordelijk voor inbreuken op reproductierechten van derden, indien hij te goeder trouw de druk- of reproductieopdracht uitvoerde. Alleen de opdrachtgever is aansprakelijk. Elke betwisting inzake reproductierechten schorst de uitvoering van de opdracht.

#### Artikel 7

Indien de wet zulks vereist mag de opdrachtgever zich niet verzetten tegen het vermelden van de naam van de leverancier, zelfs indien op het drukwerk de naam van een uitgever of tussenspersoon, publiciteitsagent of anderen reeds vermeld staat.

### ZETSEL, MATERIAAL VAN DE LEVERANCIER, DRUKPROEVEN EN GOED VOOR DRUK

#### Artikel 8

De lettersoort, evenals de lay-out, wordt door de leverancier vrij gekozen. De leverancier is niet verantwoordelijk voor de typografische kwaliteit van de opnameklare modellen of bestanden van opgemaakte pagina's, die hij van de opdrachtgever ontvangt.

#### Artikel 9

Indien de opdrachtgever materiaal ter beschikking stelt van de leverancier, moet dit op tijd (rekening houdend met de orderplanning), degelijk verpakt en franco geleverd worden in de bedrijfsgebouwen van de leverancier. Het voor ontvangst tekenen van de vervoerdocumenten bevestigt enkel de ontvangst van het materiaal. Als de opdrachtgever prepress-materiaal digitaal levert zonder uitgeprinte versie ervan, dan draagt de leverancier geen enkele aansprakelijkheid voor het resultaat van de uitbelichting. Als de opdrachtgever digitale bestanden ter beschikking stelt van de leverancier, dan moet hij zelf de originele bestanden bewaren en is hij verantwoordelijk voor de kwaliteit van deze bestanden. Behoudens opzet en zware fout van de leverancier, zijn personeel of onderaannemers, zullen moeilijkheden of vertraging tijdens de productie, veroorzaakt door problemen met geleverde materialen, de leveringstermijn verlagen en de prijs verhogen met de door deze problemen veroorzaakte bijkomende kosten.

#### Artikel 10

Op vraag van de opdrachtgever zorgt de leverancier voor een eenvoudige drukproef bv. laserprint, blauwdruk of impositieproef. Verzorgde drukproeven o.a. in getrouwe kleuren en/of op oplagepapier worden extra aangerekend. Vraagt de opdrachtgever geen drukproef, dan is de leverancier in geen enkel geval verantwoordelijk voor de kwaliteit van het eindproduct.

#### Artikel 11

De leverancier moet de door de opdrachtgever aangeduide zetfouten en woordspiltsfouten verbeteren, maar is niet verantwoordelijk voor spellings-, taalkundige - of grammaticale fouten. Wijzigingen in

de oorspronkelijke order van welke aard ook (in de tekst, in bewerking of plaatsing van illustraties, in de formaten, in het druk- of bindwerk, enz.) schriftelijk of op een andere wijze door of namens de opdrachtgever aangebracht, worden de opdrachtgever extra in rekening gebracht en verlenen de uitvoeringstermijn. Dit geldt eveneens voor de machinestanden in afwachting van de "goed voor druk". De mondelinge of per telefoon opgegeven wijzigingen worden uitgevoerd op risico van de opdrachtgever.

#### Artikel 12

Het overmaken door de opdrachtgever van een gedagtekende en ondertekende "goed voor druk" ontslaat de leverancier van alle verantwoordelijkheid voor de tijdens of na het drukken vastgestelde fouten of weglatingen. De "goed voor druk" blijft eigendom van de leverancier en dient als bewijsmiddel in geval van betwisting.

### BEWARING

#### Artikel 13

Indien de opdrachtgever wenst dat de leverancier productie-elementen zoals zetwerk, filmen, montages, kapvormen, ontwerpen, tekeningen, diskettes, ... bewaart, zal hij dit schriftelijk vóór de uitvoering van de opdracht met de leverancier overeenkomen. De bewaring gebeurt op risico van de opdrachtgever, die de leverancier uitdrukkelijk ontslaat van elke aansprakelijkheid in verband met deze bewaring (o.a. verlies of beschadiging), behalve in geval van opzet of zware fout van de leverancier. Offsetplaten worden niet bewaard.

### LEVERINGSTERMIJN

#### Artikel 14

De bij de bestelling schriftelijk bedongen termijnen beginnen eerst te lopen vanaf de werkdag die op de afgifte van de nodige elementen volgt. De overeengekomen leveringstermijnen worden minstens verlengd in de mate waarin de opdrachtgever bij het inleveren van de nodige elementen, evenals bij het terugzenden van de verbeterde proeven en van de "goed voor druk", in gebreke is gebleven. Gevalen van overmacht, en meer in het algemeen, alle omstandigheden die de uitvoering van de opdracht door de leverancier verhinderen, herleiden of vertragen van nog, die een buitensporige verzwarende veroorzaken van de nakoming van de door hem aangegeven verbintenissen, ontheffen de leverancier van iedere aansprakelijkheid en stellen hem in de mogelijkheid om, naargelang van het geval, hetzij zijn verbintenissen in te korten, hetzij de overeenkomst te verbreken of de uitvoering ervan op te schorten, zonder dat hij tot enige schadevergoeding gehouden is. Worden onder meer als dusdanig beschouwd: oorlog, burgeroorlog, mobilisatie, onlusten, staking en lock-out, zowel bij de leverancier als bij zijn toeleveranciers, machinebreuk, brand, onderbreking van transportmiddelen, bevoorradingsmoeilijkheden in grondstoffen, materialen en energie en beperkingen of verbodsbepalingen opgelegd door de overheid.

### PERIODIEKEN - OPZEG

#### Artikel 15

De opdrachtgever kan de leverancier het uitvoeren van een opdracht van periodieke aard, d.i. een opdracht met terugkerende deelopdrachten, slechts ontnemen mits eerbiediging van de hierna bepaalde opzeggingstermijnen. De opzegging dient betekend te worden met een aangetekende brief. Bij niet-naleving van de termijnen zal de opdrachtgever de leverancier vergoeden voor al de geleden schade en winstderving gedurende de niet-nageleefde periode.

Opzeggingstermijn:

- 3 maanden voor een opdracht van periodieke aard met een jaarlijks omzetcijfer tot 7 500 EUR;
- 6 maanden voor een opdracht van periodieke aard met een jaarlijks omzetcijfer tot 25 000 EUR;
- 1 jaar voor een opdracht van periodieke aard met een jaarlijks omzet cijfer van 25 000 EUR of meer.

### AFWIJINGEN

#### Artikel 16

Voor papier, karton en boekbindersmateriaal, verwerkt door de leverancier, aanvaardt de opdrachtgever de toleranties, opgelegd door de fabrikanten van deze materialen. De leverancier mag 5% (met een minimum van honderd exemplaren) meer of minder dan het bestelde aantal exemplarenleveren en factureren. Van drukwerk dat een ingewikkelde of bijzonder moeilijke afwerking vereist, mag de leverancier 20% (met een minimum van 200 exemplaren) meer of minder dan het bestelde aantal exemplaren leveren en factureren. De minder- of meerexemplaren worden verrekend tegen de prijs van bijkomende exemplaren.

#### Artikel 17

Alle opdrachten worden uitgevoerd met de normaal beschikbare grondstoffen. Speciale vereisten zoals inktlichtechtheid, geschiktheid voor voedingsmiddelen, e.a. moeten bij de prijsaanvraag door de opdrachtgever opgegeven worden. Indien ze achteraf kenbaar gemaakt worden, kan dit aanleiding geven tot een prijsaanpassing. De volkomen overeenstemming van de te reproduceren kleuren, alsmede de volmaakte onveranderlijkheid van de inkten en de volmaakte onveranderlijkheid van de inktgeving en van het register worden niet gewaarborgd. Afwijkingen, eigen aan de aard van het uit te voeren werk, worden uitdrukkelijk aanvaard door de opdrachtgever.

### KLACHTEN EN VERANTWOORDELIJKHEID

#### Artikel 18

Op straffe van verval van recht moet de opdrachtgever elke klacht of protest aangetekend zenden aan de leverancier uiterlijk binnen de 8 dagen na ontvangst van de eerste levering van goederen. Indien de opdrachtgever de goederen niet in ontvangst neemt, begint de termijn van 8 dagen te lopen vanaf de datum van de uitnodiging de goederen in ontvangst te nemen. Bij ontstentenis hiervan, vanaf de factuurdatum. Indien de leverancier binnen deze termijn van 8 dagen geen klacht ontvangt, heeft dit tot gevolg dat de opdrachtgever alle goederen volledig aanvaard heeft. Als de opdrachtgever een deel van de geleverde goederen gebruikt of per post aan derden laat verzenden of voor verspreiding aan een distributieonderneming laat afgeven, houdt dat in dat hij de hele oplage aanvaard heeft. Gebreken aan een deel van de geleverde goederen geven de opdrachtgever niet het recht heel de bestelling af te keuren. De leverancier is niet aansprakelijk voor indirecte schade aan de opdrachtgever o.a. winstderving.

#### Artikel 19

De aansprakelijkheid van de leverancier is beperkt tot het terugnemen van de niet-conforme exemplaren, die worden verrekend tegen de prijs van de bijkomende exemplaren.

### MATERIALEN VAN DE OPDRACHTGEVER - RISICO

#### Artikel 20

De levering geschiedt in het bedrijf van de leverancier. Verpakking en vervoer zijn ten laste van de opdrachtgever. Het risico van de goederen tijdens dat vervoer wordt gedragen door de opdrachtgever.

#### Artikel 21

Alle goederen (papier, films, informatiedragers, enz.) toevertrouwd door de opdrachtgever en die in het bedrijf van de leverancier staan, blijven er voor rekening en risico van de opdrachtgever, die uitdrukkelijk de leverancier van elke aansprakelijkheid van welke aard ook ontslaat, onder andere in geval van beschadiging of verlies, hetzij geheel of gedeeltelijk, en dit om welke reden ook, behalve in geval van opzet, zware fout van de leverancier, zijn personeel of onderaannemers of wanneer bovengenoemde bewaargeving één van de voornaamste prestaties van de overeenkomst is. Hetzelfde geldt voor de goederen die voor de opdrachtgever bestemd zijn. De bewaringskosten worden in rekening gebracht met ingang van de aan de opdrachtgever betekende datum. Bij gebrek aan betaling op de overeengekomen datum, zullen deze goederen als waarborg en pand voor de verschuldigde sommen mogen weerhouden worden.

### BETALING - BEVOEGDHEID

#### Artikel 22

Bij de bestelling kan gevraagd worden een voorschot van 1/3 van het bedrag te betalen, eenzelfde voorschot na ontvangst van de "goed voor druk" en het saldo bij de levering. De wissels, cheques, mandaten of kwitanties brengen noch vernieuwing, noch afwijking mede. Vanaf de vervaldag brengt elke niet-betaalde factuur van rechtswege en zonder ingebrekestelling een rente op, gelijk aan de referentie-interestvoet van de Europese Centrale Bank, vermeerderd met zeven procentpunten en afgerond naar het hogere halve procentpunt. Wanneer de factuur in hoofdsom en rente niet betaald worden binnen de 14 dagen na verzending van een aangetekende aanmaningsbrief, wordt de schuld verhoogd met een bijkomende schadevergoeding, conventioneel vastgesteld op 15% van het op de vervaldag verschuldigde bedrag met een minimum van 125 EUR. Bovendien heeft de leverancier dan het recht onmiddellijke betaling te vragen van alle andere nog niet vervallen facturen en van alle bedragen, waarvoor de leverancier uitstel van betaling toegestaan heeft aan de opdrachtgever. De leverancier heeft dan bovendien het recht de uitvoering van lopende contracten te schorsen tot de opdrachtgever de in dit artikel omschreven voorschotten betaald heeft.

#### Artikel 23

In geval van levering op afroep wordt het factuurbedrag van de totale bestelling gefactureerd bij de eerste levering.

#### Artikel 24

Indien op aanvraag van de opdrachtgever de bestelling geannuleerd wordt of de uitvoering voorlopig opgeschort wordt, zal de facturatie geschieden in het stadium van uitvoering waarin de bestelling (lonen, grondstoffen, onderaannemingen, enz.) zich bevindt. Dit bedrag wordt verhoogd met een bijkomende conventionele vergoeding van 10%.

#### Artikel 25

De opdrachtgever wordt pas eigenaar van de verkochte goederen nadat de verschuldigde sommen volledig betaald zijn. De risico's die de goederen kunnen lopen vallen evenwel ten laste van de opdrachtgever zodra zij te zijner beschikking worden gesteld.

#### Artikel 26

Alle betwistingen behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van het gebied waarin de onderneming van de leverancier gevestigd is.

Drawn up by FEBELGRA, the Federation of the Belgian Graphic Industry,  
A member of the Association of Belgian Enterprises.

## GENERAL PROVISIONS

The present general conditions and business practices shall apply to all our quotes, tasks, agreements and supplies.

### Article 1

The Client is the party who places the order, and the supplier is the party who agrees to execute the order.

### Article 2

The sending to a supplier of production elements (raw materials, models, copies and/or computer files, etc.) with the request, without express reservation, to supply a proof or draft, brings with it the commitment to entrust the work to this supplier or to compensate him for the costs incurred.

### Article 3

The quotes of the supplier are free of commitment and are subject to sale or adequate stocks. In the event that the salaries and/or the prices of the raw materials increase, the prices quoted are reviewed according to the FEBELGRA indexation formula which shall be sent to the Client upon first request. The quotes are always drawn up exclusive of taxes which, in all cases, are borne by the Client. The period of validity of a quote is one month for an order to be completed within three months. The price quoted is valid only for the task stated in the quote.

### Article 4

In the case of combined price quotes, there is no obligation to supply a part of the order against payment of the corresponding part of the total price.

### Article 5

Any person or company that places an order with the request to invoice the job to a third party is personally responsible for the payment thereof, even if the supplier has given his agreement to this mode of invoicing, except in cases where the third party has co-signed the order form.

## REPRODUCTION RIGHTS AND USE OF THE SUPPLIER'S NAME

### Article 6

The supplier is not responsible for infringements of the reproduction rights held by third parties if he executed the printing or production order in good faith. Only the Client is liable. Any dispute regarding reproduction rights suspends the performance of the order.

### Article 7

If the law so requires, the Client may not oppose the use of the supplier's name, even if the name of a publisher or intermediary, advertising agent or other parties already appears on the printed work.

## TYPESSETTING, MATERIALS OF THE SUPPLIER, PROOFS AND "READY FOR PRESS"

### Article 8

The lettertype and the layouts are chosen freely by the supplier. The supplier is not responsible for the typographic quality of the ready to print models or files of any completed pages which he receives from the Client.

### Article 9

In the event that the Client places materials at the disposal of the supplier, such materials must be delivered on time (taking account of the order schedule) to the premises of the supplier, properly packaged and carriage paid. The signing for receipt of the transport documents confirms only receipt of the materials.

In the event that the Client sends prepress materials in digital form without a printed version thereof, the supplier does not bear any responsibility whatsoever for the results of the exposure. In the event that the Client places computer files at the disposal of the supplier, he must store the original files himself and he is responsible for the quality of such files.

With the exception of malicious damage and professional negligence on the part of the supplier, his personnel or his subcontractors, any difficulties or delay during production caused by problems with supplied materials shall extend the deadline and increase the price by the amount of the additional costs incurred by such problems.

### Article 10

At the request of the Client, the supplier shall provide a simple proof or laser print, blueprint or imposition proof. Any proofs, inter alia, in true colours and/or on edition paper shall result in extra costs. If the Client does not request a proof, the supplier shall under no circumstances be responsible for the quality of the end product.

### Article 11

The supplier shall rectify the printed errors and word splitting errors pointed out by the Client, but he is not responsible for spelling, linguistic or grammatical errors. Any changes whatsoever to the original order (in the text, in the processing or positioning of illustrations, in the formats, in the printing or binding work, etc.) made in writing or in any other manner by or in

the name of the Client, shall be charged to the Client as a supplement and shall extend the deadline. This also applies in the case of machine downtime pending the "ready for press". Any changes made verbally or by telephone shall be carried out at the risk of the Client.

### Article 12

The sending by the Client of a dated and signed "ready for press" discharges the supplier of any liability for the errors or omissions that come to light during or after the printing. The "ready for press" remains the property of the supplier and serves as documentary evidence in the event of a dispute.

## STORAGE

### Article 13

In the event that the Client wishes the supplier to store production elements such as compositions, films, montages, cutting forms, drafts, drawings, diskettes, etc., he shall agree this in writing with the supplier before the execution of the order. Such items are stored at the risk of the Client who expressly discharges the supplier of any responsibility in connection with such storage (including loss or damage), except in the case of malicious damage or professional negligence on the part of the supplier. Offset-printing masters are not stored.

## DELIVERY DEADLINES

### Article 14

The deadlines stipulated in writing at the time of placing the order shall only start from the working day following the handing-over of the necessary elements. The agreed delivery deadlines are extended at least to cover the period during which the Client has failed to deliver the necessary elements or to return the rectified proofs and the "ready for press". Cases of force majeure and, more generally, all circumstances which hinder, scale down or delay the execution of the order by the supplier or which result in extraordinary difficulty with regard to the performance of the commitments undertaken by him discharge the supplier from any liability and allow him, according to the case in question, either to reduce his commitments or to cancel the agreement or to suspend the execution thereof, it being understood that he shall not be held to pay any compensation for damages. The following, among others, shall be considered as such: war, civil war, mobilization, riots, strike and lockout, either on the premises of the supplier or on the premises of his suppliers, breakdown of machinery, fire, breakdown of means of transport, difficulties with supplies of raw materials, materials and power and restrictions or prohibition imposed by the authorities.

## PERIODS - CANCELLATION

### Article 15

The Client may only discontinue the execution of an order of a periodic nature, i.e. an order involving recurrent partial orders, by giving the advance notice of cancellation stipulated below. The notice of cancellation must be served by registered letter. In the event of failure to meet the deadlines, the Client shall compensate the supplier for all damage incurred and loss of profits during the period of non-fulfilment.

Periods of notice:

- 3 months for an order of a periodic nature with an annual turnover of 7 500 EUR ;
- 6 months for an order of a periodic nature with an annual turnover up to 25 000 EUR ;
- 1 year for an order of a periodic nature with an annual turnover over 25 000 EUR.

## DEROGATIONS

### Article 16

For paper, cardboard and book binders' materials incorporated by the supplier, the Client accepts the tolerances stated by the manufacturers of such materials.

The Client may supply and deliver 5% (with a minimum of 100 copies) more or less than the number of copies ordered.

In the case of printed work requiring complicated or particularly difficult finishing work, the supplier may supply and invoice 20% (with a minimum of 200 copies) more or less than the number of copies ordered. The reduction or increase in the number of copies shall be charged at the price of additional copies.

### Article 17

All orders are executed with the normally available raw materials. Special requirements such as ink light stability, suitability for food-stuffs, etc. shall be stipulated by the Client at the time of the price request. In the event that such requirements are stipulated at a later date, this may result in a price adjustment.

Total consistency of the colours to be reproduced, the perfect unalterability of the inks and the perfect unalterability of the inking and of the register are not guaranteed.

Any derogations specific to the nature of the work to be executed shall be accepted expressly by the Client.

## COMPLAINTS AND RESPONSIBILITY

### Article 18

Under penalty of loss of rights, the Client shall send any complaint or protest by registered letter to the supplier at the latest within 8 days following receipt of the first delivery of goods. In the event that the Client does not take reception of the goods, the period of 8 days starts from the date of the invitation to receive the goods, or otherwise from the invoice date.

In the event that the supplier does not receive any complaint within this period of 8 days, it shall be considered that the Client has accepted all the goods in full. If the Client uses part of the goods or has them dispatched to third parties by post or for distribution to a distribution company, it shall be considered that he has accepted the entire run.

Any nonconformities affecting part of the delivered goods do not entitle the Client to refuse the entire dispatch. The supplier is not liable for any indirect damage to the Client, for example : loss of profit.

### Article 19

The responsibility of the supplier is limited to taking back nonconforming copies, which shall be counted at the price of the additional copies.

## MATERIALS OF THE CLIENT - RISK

### Article 20

The delivery takes place on the premises of the supplier. Packaging and transport shall be borne by the Client. The risk to the goods during transport shall be borne by the Client.

### Article 21

All goods (paper, films, information supports, etc.) which are entrusted to the Client and are on the premises of the supplier shall remain for the account of and at the risk of the Client, who expressly discharges the supplier from any responsibility whatsoever, including in the event of damage or loss, whether partial or whole, for any reason whatsoever, except in the case of malicious damage, professional negligence on the part of the supplier, his personnel or his subcontractors or if the aforementioned custody is one of the main services of the agreement.

This also applies in the case of goods which are intended for the Client. The storage costs are charged from the date notified to the Client.

In the event of nonpayment by the agreed date, any such goods may be retained as guarantee and pledge for the amounts outstanding.

## PAYMENT - JURISDICTION

### Article 22

At the time of the order, a deposit of 1/3 of the amount to be paid may be requested, a further similar deposit after receipt of the "ready for press" may be requested and the balance upon delivery. Bills, cheques, warrants or receipts do not constitute any novation or derogation. Interest equal to the rate of reference of the European central Bank, increased by seven points of percent and round up to the half point of superior percent shall be charged ipso jure and without notice of default from the due date on any unpaid invoice. If the invoice is not paid in principal nor the interest within fourteen days after the sending of notice of default by registered letter, the amount outstanding shall be increased by additional compensation for damages conventionally set at 15% of the amount payable on the due date with a minimum of 125 EUR. Furthermore, the supplier shall be entitled to request immediate payment of any and all invoices not yet falling due and of any and all amounts for which the supplier has granted an extension of payment to the Client. Moreover, the supplier shall then be entitled to suspend the execution of existing contracts until the Client has paid the advance payments described in the present article.

### Article 23

In the event of delivery on demand, the invoice amount of the total order shall be invoiced upon first delivery.

### Article 24

In the event that the order is cancelled at the request of the Client or the execution is suspended prematurely, the invoicing shall be carried out according to the stage of progress of the order (salaries, raw materials, subcontracting, etc.). This amount shall be increased with an additional conventional compensation payment of 10% for cancellation of contract.

### Article 25

The Client only becomes owner of the purchased goods once the complete amounts have been paid in full. However, the risks toward the goods may be exposed shall be borne by the Client as soon as such goods are placed at his disposal.

### Article 26

All disputes shall be referred to the courts of the territory in which the company of the supplier is located.

**ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN**

Diese allgemeinen Geschäftsbedingungen gelten für alle unsere Angebote, Arbeitsaufträge, Verträge und Lieferungen.

**Artikel 1**

Der Auftraggeber ist derjenige, der die Bestellung aufgegeben hat, und der Lieferant ist derjenige, der die Ausführung dieser Bestellung akzeptiert.

**Artikel 2**

Wenn dem Lieferanten Produktionselemente (Rohstoffe, Modell, Kopie und/oder digitale Dateien...) verschafft werden - und dies mit der Bitte, ohne ausdrücklichen Vorbehalt ein Muster oder ein Konzept vorzulegen - entsteht die Verpflichtung, diesen Lieferantenentweder mit der Ausführung der Arbeit zu betrauen oder ihn für die entstandenen Kosten zu entschädigen.

**Artikel 3**

Die Angebote des Lieferanten erfolgen unverbindlich und unter Vorbehalt von Verkauf oder ausreichendem Vorrat. Wenn die Löhne und/oder die Rohstoffpreise steigen, werden die Angebotspreise entsprechend der Febelgra-Indexierungsformel angepaßt; diese wird dem Auftraggeber auf dessen erstes Ersuchen zugestellt. Die Angebote werden stets ohne Steuern aufgesetzt; diese Steuern werden vom Auftraggeber getragen. Die Gültigkeitsdauer eines Angebotes beträgt einen Monat für die Ausführung eines Auftrags innerhalb der darauffolgenden drei Monate. Der Angebotspreis gilt ausschließlich für den im Angebot angegebenen Auftrag.

**Artikel 4**

Bei kombinierten Preisangaben besteht keine Verpflichtung, einen Teil der Bestellung gegen den entsprechenden Anteil des Gesamtpreises zu liefern.

**Artikel 5**

Jede Person oder Firma, die eine Bestellung aufgibt mit der Bitte, diese Drittpersonen in Rechnung zu stellen, ist persönlich verantwortlich für die Bezahlung dieser Bestellung; auch dann, wenn sich der Lieferant mit dieser Fakturierungsweise einverstanden erklärt hat. Dies gilt mit Ausnahme der Fälle, in denen auch die Drittperson den Bestellschein unterzeichnet hat.

**REPRODUKTIONSRECHTE UND ANGABE DES NAMENS DES LIEFERANTEN****Artikel 6**

Der Lieferant ist nicht verantwortlich für Verstöße gegen Reproduktionsrechte von Drittpersonen, da er den Druck- oder Reproduktionsauftrag in gutem Glauben ausführte. Der Auftraggeber ist alleine verantwortlich. Jeder Streitfall im Zusammenhang mit den Reproduktionsrechten unterbricht die Ausführung des Auftrags.

**Artikel 7**

Wenn gesetzlich verlangt wird, daß der Name des Lieferanten angegeben wird, so darf der Auftraggeber dies nicht verweigern, selbst wenn auf der Druckarbeit bereits der Name eines Herausgebers oder einer Zwischenperson, eines Öffentlichkeitsbeauftragten oder anderer Personen angegeben ist.

**SATZ, MATERIAL DES LIEFERANTEN, DRUCKENTWÜRFE UND DRUCKGUT****Artikel 8**

Der Buchstabentyp sowie das Layout werden vom Lieferanten frei ausgewählt. Der Lieferant ist nicht verantwortlich für die typographische Qualität der aufnahmebereiten Vorlagen oder Dateien von bereits gestalteten Seiten, die er vom Auftraggeber empfängt.

**Artikel 9**

Wenn der Auftraggeber dem Lieferanten Material zur Verfügung stellt, muß dies rechtzeitig (unter Berücksichtigung der Auftragsplanung) erfolgen, und das Material muß ordentlich verpackt und frei Haus an die Betriebsgebäude des Lieferanten geliefert werden. Die Unterzeichnung der Transportdokumente bestätigt einzig und allein den Empfang des Materials. Wenn der Auftraggeber Prepress-Material in digitaler Form ohne ausgedruckte Version liefert, trägt der Lieferant nicht die geringste Verantwortung für das Belichtungsergebnis. Wenn der Auftraggeber dem Lieferanten digitale Bestände zur Verfügung stellt, muß er die Originalbestände selber aufbewahren, und er trägt die Verantwortung für die Qualität dieser Bestände. Produktions-schwierigkeiten oder -verzögerungen, die durch Probleme mit dem vom Auftraggeber gelieferten Material verursacht worden sind, schieben den Liefertermin hinaus und erhöhen den Preis um die aufgrund dieser Probleme entstandenen Kosten, es sei denn, es liegt ein nachweislich schweres Fehlverhalten seitens des Lieferanten, seines Personals oder seiner Zulieferer vor.

**Artikel 10**

Auf Anfrage des Auftraggebers sorgt der Lieferant für einen einfachen Korrekturabzug, wie etwa Laserdruck, Blaupause oder Ausschneidemuster. Korrekturabzüge u.a. in detailgetreuen Farben und/oder auf Auflagepapier werden zusätzlich berechnet. Wenn der Auftraggeber keinen Druckbeweis anfordert, ist der Lieferant keinesfalls verantwortlich für die Qualität des Endproduktes.

**Artikel 11**

Der Lieferant muß die durch den Auftraggeber aufgezogenen Satzfehler und Silbentrennungsfehler korrigieren, doch er ist nicht verantwortlich für Rechtschreib-, Sprach- oder Grammatikfehler. Gleich

welche Änderungen an der ursprünglichen Bestellung (im Text, in der Bearbeitung oder Anordnung von Illustrationen, in den Formaten, im Druck- oder Bindewerk usw.), seien sie schriftlich oder auf eine andere Weise vom oder im Namen des Auftraggebers ausgeführt, werden dem Auftraggeber zusätzlich in Rechnung gestellt und verzögern den Ausführungstermin. Dies gilt ebenfalls für die Maschinenstillstände, während auf die Druckerlaubnis gewartet wird. Mündliche oder telefonisch mitgeteilte Änderungen werden auf eigene Gefahr des Auftraggebers durchgeführt.

**Artikel 12**

Sobald der Auftraggeber eine datierte und unterzeichnete Druckerlaubnis aushändigt, ist der Lieferant von jeglicher Verantwortung für Fehler oder Auslassungen, die während oder nach dem Druckvorgang festgestellt werden, entbunden. Die Druckerlaubnis bleibt Eigentum des Lieferanten und dient als Beweismittel im Streitfall.

**AUFBEWAHRUNG****Artikel 13**

Wünscht der Auftraggeber, daß der Lieferant Produktionselemente wie etwa Satzarbeiten, Filme, Montagen, Stanzformen, Entwürfe, Zeichnungen oder Disketten aufbewahrt, muß er dies vor der Ausführung des Auftrages schriftlich mit dem Lieferanten vereinbaren. Die Aufbewahrung erfolgt auf eigene Gefahr des Auftraggebers, der den Lieferanten ausdrücklich von jeglicher Verantwortung bezüglich dieser Aufbewahrung entbindet (u.a. Verlust oder Beschädigung), es sei denn, der Lieferant hat vorsätzlich gehandelt oder einen schwerwiegenden Fehler begangen. Offsetplatten werden nicht aufbewahrt.

**LIEFERTERMIN****Artikel 14**

Die bei der Bestellung ausgehandelten Termine beginnen erst ab dem Arbeitstag, der auf die Abgabe der erforderlichen Elemente folgt. Die vereinbarten Liefertermine verlängern sich in dem Maße, in dem der Auftraggeber zögert, die erforderlichen Elemente abzuliefern oder die verbesserten Entwürfe und die Druckerlaubnis zurückzusenden. Fälle höherer Gewalt und im allgemeinen alle Umstände, die die Ausführung des Auftrags durch den Lieferanten behindern, beeinträchtigen, verzögern oder die es dem Lieferanten außerordentlich erschweren, seinen Verpflichtungen nachzukommen, befreien den Lieferanten von jeglicher Verantwortung und gewähren ihm die Möglichkeit, die Verpflichtungen entsprechend des Falls entweder einzuschränken oder den Vertrag bzw. dessen Ausführung zu unterbrechen, ohne daß er zur geringsten Schadensersatzzahlung verpflichtet ist. Folgende Umstände fallen in diesen Bereich: Krieg, Bürgerkrieg, Mobilmachung, Unruhen, Streik und Aussperrung sowohl beim Lieferanten als auch bei dessen Zulieferanten, Maschinenbruch, Brand, Unterbrechung der Transportmittel, Versorgung an Rohstoffen, Materialien und Energie sowie von den Behörden auferlegte Bestimmungen oder Verbote.

**REGELMÄßIGE AUFTRÄGE – KÜNDIGUNG****Artikel 15**

Der Auftraggeber kann dem Lieferanten die Ausführung eines regelmäßig folgenden Auftrags, d.h. ein Auftrag mit wiederkehrenden Teilaufträgen nur unter Einhaltung der nachfolgend angegebenen Kündigungsfristen entziehen. Die Kündigung muß per Einschreiben eingereicht werden. Bei Nichteinhaltung der Fristen muß der Auftraggeber den Lieferanten für den erlittenen Schaden sowie den Gewinnausfall während der nicht eingehaltenen Zeit entschädigen.

**Kündigungsfrist:**

- 3 Monate für einen regelmäßig folgenden Auftrag bei einem Jahresumsatz bis zu 7 500 EUR;
- 6 Monate für einen regelmäßig folgenden Auftrag bei einem Jahresumsatz bis zu 25 000 EUR;
- 1 Jahr für einen regelmäßig folgenden Auftrag bei einem Jahresumsatz von 25 000 EUR oder mehr.

**TOLERANZEN****Artikel 16**

Was das vom Lieferanten verarbeitete Papier, den Karton und das Buchbindereimaterial betrifft, so akzeptiert der Auftraggeber die von den Herstellern dieser Materialien auferlegten Toleranzgrenzen. Der Lieferant kann bei der Lieferung und Fakturierung der bestellten Anzahl Exemplare um bis zu 5% (bei einer Mindestzahl von hundert Exemplaren) abweichen. Der Lieferant kann bei der Lieferung und Fakturierung von Druckarbeiten, das eine komplizierte oder besonders schwere Verarbeitung erfordert, um bis zu 20% (bei einer Mindestzahl von 200 Exemplaren) abweichen. Die abgezogenen oder zusätzlichen Exemplare werden zum Preis der zusätzlichen Exemplare verrechnet.

**Artikel 17**

Alle Aufträge werden mit den normal verfügbaren Rohstoffen ausgeführt. Sonderanforderungen, wie etwa lichtbeständige Druckfarben, Lebensmittelverträglichkeit usw. müssen bei der Preisangaben vom Auftraggeber angegeben werden. Werden sie erst später angegeben, kann dies mit einer entsprechenden Preisanpassung verbunden sein. Für die vollkommene Übereinstimmung mit den zu reproduzierenden Farben sowie für die völlige Unveränderlichkeit der Druckfarben, die völlige Unveränderlichkeit der Farbgebung und des Registers wird keine Garantie gegeben. Abweichungen im Zusammenhang mit der Art der auszuführenden Arbeit werden vom Auftraggeber ausdrücklich akzeptiert.

**BESCHWERDEN UND VERANTWORTLICHKEIT****Artikel 18**

Unter Gefahr des Verlusts seiner Rechtsansprüche muß der Auftraggeber dem Lieferanten jede Beschwerde oder jede Anfechtung spätestens binnen 8 Tagen nach Eingang der ersten Warenlieferung per Einschreibebrief mitteilen. Nimmt der Auftraggeber die Waren nicht in Empfang, so beginnt diese Frist von 8 Tagen ab dem Datum, an dem der Auftraggeber aufgefordert wurde, die Ware in Empfang zu nehmen. In Ermangelung dieser Frist von 8 Tagen keine Beschwerde erhalten, ergibt sich daraus, daß der Auftraggeber alle Waren vollkommen akzeptiert hat. Wenn der Auftraggeber einen Teil der gelieferten Waren benutzt oder per Post an Drittpersonen versenden läßt oder aber zur Verteilung an ein Vertriebsunternehmen abgibt, bedeutet dies, daß er die gesamte Auflage akzeptiert hat. Mängel an einem Teil der gelieferten Waren berechtigen den Auftraggeber nicht zur Verweigerung der gesamten Sendung. Der Lieferant ist nicht verantwortlich für indirekten Schaden gegenüber dem Auftraggeber, u.a. Gewinnausfall.

**Artikel 19**

Die Verantwortlichkeit des Lieferanten ist begrenzt auf die Rücknahme der nicht konformen Exemplare, die zum Preis der zusätzlichen Exemplare verrechnet werden.

**MATERIAL DES AUFTRAGGEBERS – RISIKO****Artikel 20**

Die Lieferung erfolgt im Betrieb des Lieferanten. Verpackung und Transport werden vom Auftraggeber übernommen. Das Risiko der Waren beim Transport wird vom Auftraggeber getragen.

**Artikel 21**

Alle vom Auftraggeber anvertrauten und im Betrieb des Lieferanten befindlichen Waren (Papier, Filme, Datenträger usw.), verbleiben dort auf Kosten und auf eigene Gefahr des Auftraggebers; dieser entbindet den Lieferanten ausdrücklich von jeglicher Verantwortung unter anderem bei Beschädigung oder Verlust - sei es ganz oder teilweise - aus welchen Gründen auch immer. Dies gilt nicht, wenn eine Absicht oder ein schweres Vergehen von seiten des Lieferanten, seines Personals oder seiner Zulieferanten vorliegt oder aber wenn die obengenannte Aufbewahrung einer der Hauptbestandteile des Vertrags ist. Dasselbe gilt für die für den Auftraggeber bestimmten Waren. Die Aufbewahrungskosten werden ab dem Datum, das dem Auftraggeber angegeben wurde, in Rechnung gestellt. Erfolgt die Zahlung nicht am vereinbarten Datum, werden diese Waren als Garantie und Pfand für die geschuldeten Beträge einbehalten.

**BEZAHLUNG – ZUSTÄNDIGKEIT****Artikel 22**

Bei der Bestellung kann ein Vorschuß in Höhe eines Drittels des Gesamtbetrags gefordert werden, derselbe Vorschuß kann ferner nach Erhalt der Druckerlaubnis und der Restbetrag bei der Lieferung verlangt werden. Wechsel, Schecks, Zahlungsaufträge oder Empfangsscheine bringen weder eine Erneuerung, noch eine Abweichung mit sich. Ab dem Fälligkeitsdatum führt jede nicht bezahlte Rechnung von Rechts wegen und ohne Inverzugsetzung zu Zinsen gleich dem Leitzinssatz der Europäischen Zentralbank, erhöht um sieben Prozentpunkte abgerundet auf den nächst höheren halben Prozentpunkt. Werden die Rechnung und der Hauptbetrag zuzüglich der Zinsen binnen 14 Tagen nach Verschicken einer Mahnung per Einschreiben nicht gezahlt, so erhöht sich der geschuldete Betrag um eine zusätzliche Entschädigung - diese ist gesetzlich auf 15% des am Fälligkeitsdatum geschuldeten Betrags bei einem Minimum von 125 EUR festgelegt. Darüber hinaus ist der Lieferant dann berechtigt, die unmittelbare Zahlung aller anderen noch nicht fälligen Rechnungen und aller Beträge, für die der Lieferant dem Auftraggeber Zahlungsaufschub gewährt hatte, einzufordern. Der Lieferant hat ferner das Recht, die Ausführung der laufenden Verträge zu unterbrechen, bis der Auftraggeber die in diesem Artikel beschriebenen Vorschüsse bezahlt hat.

**Artikel 23**

Bei Lieferung auf Abruf wird der Rechnungsbetrag der gesamten Bestellung bei der ersten Lieferung in Rechnung gestellt.

**Artikel 24**

Sollte die Bestellung auf Anfrage des Auftraggebers annulliert werden oder die Ausführung zeitweilig unterbrochen werden, so erfolgt die Fakturierung in der Phase, in der sich die Bestellung gerade befindet (Löhne, Rohstoffe, Zulieferverträge usw.). Dieser Betrag erhöht sich um eine zusätzliche, gesetzlich festgelegte Entschädigung wegen Vertragsverstoßes in Höhe von 10%.

**Artikel 25**

Die verkauften Waren gehen erst dann in das Eigentum des Auftraggebers über, nachdem die geschuldeten Beträge restlos bezahlt sind. Die Risiken, die mit den Waren verbunden sind, werden ebenfalls vom Auftraggeber getragen, sobald ihm die Waren zur Verfügung gestellt werden.

**Artikel 26**

Alle Streitfälle fallen in den Zuständigkeitsbereich der Gerichte des Gebietes, in dem das Unternehmen des Lieferanten ansässig ist.